

Les services qui se voient ainsi privés du bénéfice de la subvention peuvent être subventionnés de nouveau à leur requête, lorsqu'ils démontrent que les normes minimales dont question au § 1^{er} ont été remplies durant la période déterminée à l'alinéa suivant et pour autant que la suspension ne dure pas plus d'un an.

La période susvisée couvre les quatre trimestres précédant la présentation de la requête. »

§ 2. L'article 23, § 3, du même arrêté est supprimé.

§ 3. L'article 23, § 4, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Les dispositions du § 2 ne s'appliquent pas aux services nouvellement agréés, au cours de l'année pendant laquelle ils ont été agréés.

La subvention de ces services est calculée en fonction du nombre de familles spécifié dans la décision d'agrément.

Ce régime est également applicable aux augmentations des nombres de familles et de jours de placement, pour ce qui est des services déjà agréés dont la capacité agréée est augmentée. »

§ 4. A l'article 23, § 5, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

« § 4. La suspension applicable aux termes des dispositions du § 2 ne porte pas préjudice à la capacité octroyée lors de l'agrément. »

§ 5. L'article 23, § 6, du même arrêté est supprimé.

Art. 3. L'article 23, § 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

« § 1^{er}. Pour les frais de prise en charge, les services bénéficient d'une intervention dans l'allocation de 460 francs octroyée aux familles d'accueil par journée de placement, déduction faite de la participation des parents, perçue conformément à l'article 28 du présent arrêté.

Cette allocation représente uniquement les dépenses d'entretien, d'alimentation et de traitement. Elle est proportionnelle au temps de présence de l'enfant, étant bien entendu qu'une présence de moins de trois heures est prise en compte pour un tiers, qu'une présence entre trois et cinq heures vaut pour la moitié et que toute présence supérieure à cinq heures vaut pour une journée de séjour complète.

Le règlement de l'allocation, compte tenu de la participation des parents, s'effectue par trimestre. »

Art. 4. § 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 19 juillet 1989 modifiant l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1983 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux structures d'accueil de jour des enfants est abrogé.

§ 2. Les articles 24, § 1^{er}, et 25 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1983 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux structures d'accueil de jour des enfants, tels qu'ils ont été modifiés ultérieurement, sont complétés comme suit :

« Le montant susmentionné est rattaché à l'indice des prix à la consommation valable le 1^{er} octobre 1992 et sera adapté conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public. »

Art. 5. A l'article 32 de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 21 décembre 1983 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux structures d'accueil de jour des enfants, tel qu'il a été modifié ultérieurement, il est ajouté un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Pour un service de familles d'accueil établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, il y a lieu de lire « 10 » au lieu de « 15 », dans l'article 19, § 1^{er}. »

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1993.

Art. 7. Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 novembre 1992.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, des Etablissements de Santé, de l'Aide sociale et de la Famille,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 93 — 525

28 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1983 portant fixation du cadre de la Radio-Télévision belge de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 12 décembre 1977 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 octobre 1983 portant fixation du cadre du personnel de la Radio-Télévision belge de la Communauté française, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 28 octobre 1983, 30 août 1985, 6 novembre 1989, 21 décembre 1989 et 31 octobre 1991;

Vu le protocole de négociation du 14 juillet 1992;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française ayant le budget et la Fonction publique dans ses attributions, donné le 7 décembre 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Exécutif de la Communauté française chargé de la Culture et de la Communication et vu la délibération de l'Exécutif du 14 décembre 1992,

Arrête :

Article 1^{er}. Les emplois suivants sont supprimés :

§ 1^{er}. Dans le groupe administratif ou technique :

Informaticien/ingénieur/ingénieur principal 10

§ 2. Dans le groupe administratif :

Spécialiste logiciel/chef technicien informatique 2

Analyste de programmation 5

Chef programmeur 4

Programmeur 2e classe/1re classe 5

Art. 2. Les emplois suivants sont ajoutés :

Dans le groupe administratif :

Assistant ingénieur système/ingénieur système ou ingénieur système principal ou 1^{er} ingénieur système ou ingénieur système expert (a)

Informaticien d'application ou informaticien expert (a) 18

Programmeur 2e classe/1re classe/chef programmeur/analyste de programmation

Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint 14

Art. 3. Les emplois suivants sont supprimés :

§ 1^{er}. Dans le groupe administratif :

Chef opérateur mécanographe de 1re classe 3

Chef opérateur mécanographe de 2e classe 5

Opérateur mécanographe de 1ère classe 6

Opérateur mécanographe de 2e classe 5

Aide spécialisé en chef 4

Aide/aide spécialisé 8

§ 2. Dans le groupe ouvrier :

Installateur technique en chef A 3

Installateur technique en chef B 4

Installateur technique/installateur technique spécialisé 13

Aide technique A 11

Aide/aide technique B 22

Art. 4. Les emplois suivants sont ajoutés :

§ 1^{er}. Dans le groupe administratif :

Pupitre-opérateur système/premier pupitre-premier opérateur système/chef pupitre B-
chef opérateur système B/chef pupitre A-chef opérateur système A 22

Surveillant chef d'équipe 6

Caissier chef d'équipe/cantinier chef d'équipe 3

Commis chef d'équipe 3

§ 2. Dans le groupe ouvrier :

Aide/aide technique B/aide technique A

Installateur technique/installateur technique spécialisé/installateur technique en chef B/installateur technique en chef A 53

Art. 5. Les emplois suivants sont supprimés :

§ 1^{er}. Dans le groupe culturel :

Premier assistant de production 15

Assistant de production principal 15

Assistant de production 44

Assistant culturel 51

§ 2. Dans le groupe technique :

Architecte ou architecte principal (a) 1

Chef technicien adjoint de laboratoire 31

Premier technicien de laboratoire 45

Technicien de laboratoire 53

Chef technicien adjoint (R.TV.) 4

Premier technicien (R.TV.) 5

Technicien (R.TV.) 6

§ 3. Dans le groupe administratif :

Assistant social en chef 1

Assistant social ou assistant social de 1ère classe ou assistant social principal (a) 4

Infirmier gradué en chef 1

Infirmier gradué ou infirmier gradué de 1ère classe ou infirmier gradué principal (a)/infirmier gradué en chef 1

Infirmier gradué ou infirmier gradué de 1ère classe ou infirmier gradué principal (a) 3

Secrétaire de production comptable 7

Correspondancier en chef comptable 8

Premier correspondancier comptable	18
Correspondancier comptable B/A	20
Correspondancier comptable B/A/premier correspondancier comptable/correspondancier en chef comptable/secrétaire de production comptable	2
Secrétaire de production	25
Correspondancier en chef	21
Premier correspondancier	31
Correspondancier B/A	43

Art. 6. Les emplois suivants sont ajoutés :

§ 1^{er}. Dans le groupe culturel :

Assistant culturel/assistant de production/assistant de production principal/premier assistant de production	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	125

§ 2. Dans le groupe technique :

Technicien (laboratoire)/premier technicien (laboratoire)/chef technicien adjoint (laboratoire)	
Ingénieur de laboratoire et d'applications (R.TV.) (B)/ingénieur de laboratoire et d'applications (R.TV.) (A)	
ou ingénieur principal de laboratoire et d'applications (R.TV.) (a)	130
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	
Technicien (laboratoire)/premier technicien (laboratoire)/chef technicien adjoint (laboratoire)	
Ingénieur de laboratoire et d'applications (R.TV.) (B)/ingénieur de laboratoire et d'applica- tions (R.TV.) (A)	
ou ingénieur principal de laboratoire et d'applications (R.TV.) (a)	15

§ 3. Dans le groupe administratif :

Assistant social en chef	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	1
Assistant social ou assistant social de 1 ^{re} classe ou assistant social principal (a)	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	4
Infirmier gradué en chef	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	1
Infirmier gradué ou infirmier gradué de 1 ^{re} classe ou infirmier gradué principal (a)	
Infirmier gradué en chef	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	1
Infirmier gradué ou infirmier gradué de 1 ^{re} classe ou infirmier gradué principal (a)	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	3
Correspondancier comptable B/A/premier correspondancier comptable/correspondancier en chef comptable/secrétaire de production comptable	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint (R.TV.)	55
Correspondancier B/A/premier correspondancier/correspondancier en chef/secrétaire de produc- tion	
Technicien (R.TV.)/premier technicien (R.TV.)/chef technicien adjoint	121
Moniteur de logiciels/moniteur de logiciels principal/moniteur de logiciels en chef	5

Art. 7. Les emplois suivants sont supprimés :

Dans le groupe culturel :

Responsable de rubrique ou responsable de rubrique principal (a)	59
--	----

Art. 8. Les emplois suivants sont ajoutés :

Dans le groupe culturel :

Producteur ou producteur principal ou producteur en chef (a)/journaliste ou journaliste principal ou journaliste en chef (a)	59
---	----

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets :

- le 1^{er} juillet 1990 en ce qui concerne les articles 1^{er} et 2;
- le 1^{er} janvier 1992 en ce qui concerne les articles 3 et 4;
- le 1^{er} octobre 1992 en ce qui concerne les articles 5 et 6;
- le 1^{er} janvier 1989 en ce qui concerne les articles 7 et 8.

Art. 10. Le membre de l'Exécutif qui a la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 décembre 1992.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

B. ANSELME

(a) Application du principe de la carrière plane.

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

28 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap, tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1983 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française »;

Gelet op het arrest van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 1983 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française », gewijzigd door de besluiten van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1983, 30 augustus 1985, 6 november 1989, 21 december 1989 en 31 oktober 1991;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van de RTBF van 14 juli 1992;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap die de begroting en het openbaar ambt onder zijn bevoegdheid heeft, gegeven op 7 december 1992;

Op de voordracht van de Minister van de Executieve van de Franse Gemeenschap die Cultuur en Communicatie onder zijn bevoegdheid heeft en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 14 december 1992,

Besluit :

Artikel 1. De volgende betrekkingen worden geschrapt :

§ 1. In de administratieve of technische groep :

Informatieus/ingenieur/eerstaanwend ingenieur	10
---	----

§ 2. In de administratieve groep :

Software specialist/cheftechnicus informatica	2
Programmeringsanalist	5
Chefprogrammeur	4
Programmeur 2e klasse/1e klasse	5

Art. 2. De volgende betrekkingen worden toegevoegd :

§ 1. In de administratieve groep :

Assistent systeemingenieur/systeemingenieur of eerstaanwend systeemingenieur of eerste systeemingenieur of expert systeemingenieur (a)	18
Toepassingsinformaticus of expert informaticus (a)	18
Programmeur 2e klasse/1e klasse/chefprogrammeur/programmeringsanalist	14
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus	14

Art. 3. De volgende betrekkingen worden geschrapt :

§ 1. In de administratieve groep :

Hoofdoperateur-mechanograaf 1e klasse	3
Hoofdoperateur-mechanograaf 2e klasse	5
Operateur-mechanograaf 1e klasse	6
Operateur-mechanograaf 2e klasse	5
Gespecialiseerd hoofdhelper	4
Helper/gespecialiseerd helper	8

§ 2. In de werklidengroep :

Chef technisch installateur A	3
Chef technisch installateur B	4
Technisch installateur/gespecialiseerd technisch installateur	13
Technisch helper A	11
Helper/technisch helper B	22

Art. 4. De volgende betrekkingen worden bijgevoegd :

§ 1. In de administratieve groep :

Systeem-computeroperator/eerstaanwend computeroperator-eerstaanwend systeemoperator/chef computeroperator B — chef systeemoperator B/chef computeroperator A — chef systeemoperator A	22
Opzichter ploegbaas	6
Kassier ploegbaas/kantinehouder ploegbaas	3
Ambtenaar ploegbaas	3

§ 2. In de werklidengroep :

Helper/technisch helper B/technisch helper A	53
Technisch installateur/gespecialiseerd technisch helper/chef technisch helper B/chef technisch installateur A	53

Art. 5. De volgende betrekkingen worden geschrapt :

§ 1. In de culturele groep :

Eerste productie-assistent	15
Eerstaanwend productie-assistent	15
Productie-assistent	44
Cultureel assistent	51

§ 2. In de technische groep :

Architect of eeraanwezend architect (a)	1
Adjunct-chef laboratoriumtechnicus	31
Eerste laboratoriumtechnicus	45
Laboratoriumtechnicus	53
Adjunct-chef technicus (R.TV.)	4
Eerste technicus (R.TV.)	5
Technicus (R.TV.)	6

§ 3. In de administratieve groep :

Hoofdmaatschappelijk assistent	1
Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent eerste klasse of assistent maatschappelijk assistent(a)	4
Hoofd gegradueerd ziekenverpleger	1
Gegradueerd ziekenverpleger of gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse of eeraanwezend gegradueerd ziekenverpleger	1
Gegradueerd ziekenverpleger of gegradueerd ziekenverpleger 1e klasse of eeraanwezend gegradueerd ziekenverpleger (a)/hoofd gegradueerd ziekenverpleger	3
Productiesecretaris-boekhouder	7 ^m
Hoofdcorrespondent-boekhouder	8
Eeraanwezend correspondent-boekhouder	18
Correspondent-boekhouder B/A	20
Correspondent-boekhouder B/A/eerste correspondent-boekhouder/hoofdcorrespondent-boekhouder/productiesecretaris-boekhouder	2
Productiesecretaris	25
Hoofdcorrespondent	21
Eerste correspondent	31
Correspondent B/A	43

Art. 6. De volgende betrekkingen worden toegevoegd :

§ 1. In de culturele groep :

Cultureel assistent/productie-assistent/eeraanwezend productie-assistent/eerste productie-assistent	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	125

§ 2. In de technische groep :

Technicus (laboratorium)/eerste technicus (laboratorium)/adjunct-chef technicus (laboratorium) laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (B)/laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (A) of eeraanwezend laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (a)	130
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	
Technicus (laboratorium)/eerste technicus (laboratorium)/adjunct-chef technicus (laboratorium) laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (B)/laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (A) of eeraanwezend laboratorium- en toepassingsingenieur (R.TV.) (a)	15

§ 3. In de administratieve groep :

Hoofdmaatschappelijk assistent	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	1
Maatschappelijk assistent of maatschappelijk assistent eerste klasse of eeraanwezend maatschappelijk werker (a)	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	4
Hoofd gegradueerd ziekenverpleger	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	1
Gegradueerd ziekenverpleger of gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse of eeraanwezend gegradueerd ziekenverpleger (a)	
Hoofd gegradueerd ziekenverpleger	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.T.V.)/adjunct-chef technicus	1
Gegradueerd ziekenverpleger of gegradueerd ziekenverpleger eerste klasse of eeraanwezend gegradueerd ziekenverpleger (a)	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.T.V.)/adjunct-chef technicus	3
Correspondent-boekhouder B/A/eerste correspondent-boekhouder/hoofdcorrespondent-boekhouder/Productiesecretaris-boekhouder	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus (R.TV.)	55
Correspondent B/A/eerste correspondent/hoofdcorrespondent/productiesecretaris	
Technicus (R.TV.)/eerste technicus (R.TV.)/adjunct-chef technicus	121
Software-instructeur/eeraanwezend software-instructeur/hoofd software-instructeur	5

Art. 7. De volgende betrekkingen worden geschrapt :

In de culturele groep :

Rubrieksverantwoordelijke of eeraanwezend rubrieksverantwoordelijke (a)	59
---	----

Art. 8. De volgende betrekkingen worden toegevoegd :

In de culturele groep :

Producer of eeraanwezend producer of hoofdproducer (a)/journalist of eeraanwezend journalist of hoofdjournalist (a)	59
---	----

Art. 9. Dit besluit zal van kracht zijn :

- Op 1 juli 1990 voor de artikelen 1 en 2;
- Op 1 januari 1992 voor de artikelen 3 en 4;
- Op 1 oktober 1992 voor de artikelen 5 en 6;
- Op 1 januari 1989 voor de artikelen 7 en 8.

Art. 10. Het Lid van de Executieve dat Cultuur onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 december 1992.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
B. ANSELME

(a) Toepassing van het beginsel van de vlakke loopbaan.

F. 93 — 526

**28 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
prévoyant un transfert de crédit**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 26 juin 1992 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, notamment l'article 13 de son dispositif, ainsi que l'article 33.01.12 de la section 63;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987 relatif au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions;

Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, en date du 14 décembre 1992.

Arrête :

Article unique. Un crédit de 200 000 F (deux cent mille francs) est transféré de l'article 33.01.12 à l'article 33.05.13 de la section 63 du budget ordinaire de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992.

Bruxelles, le 29 décembre 1992.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
B. ANSELME

VERTALING

N. 93 — 526

**28 DECEMBER 1992. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
houdende een kredietoverdracht**

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 26 juni 1992 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992, inzonderheid op artikel 13 van zijn bepalend gedeelte, alsook op artikel 33.01.12 van sectie 63;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 1992;

Besluit :

Enig artikel. Er wordt een krediet van 200 000 frank (tweehonderdduizend frank) overgedragen van artikel 33.01.12 naar artikel 33.05.13 van sectie 63 van de gewone begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992.

Brussel, 29 december 1992.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
B. ANSELME